

# Construction de la paix par le bas

## Cas de la société civile syrienne en exil

—

Hind Zaamoun

PP-21/01

# à propos de Policy Center for the New South

## **Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques.**

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

### **Policy Center for the New South**

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street, Hay Riad, Rabat, Morocco.

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 5 37 54 04 04 / Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)

©2021 Policy Center for the New South. All rights reserved  
Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



THINK • STIMULATE • BRIDGE

# **Construction de la paix par le bas Cas de la société civile syrienne en exil**

Hind Zaamoun

## À propos de l'auteur, Hind Zaamoun

Hind Zaamoun est titulaire d'un Master en Relations internationales en double diplomation à l'Université Mohammed VI Polytechnique (Benguerir-Maroc) et à l'Université de Turin (Italie). Elle a travaillé en tant qu'assistante de recherche sous la supervision d'Astrid Bodini, candidate au doctorat à l'Université d'Amsterdam. Dans le cadre de sa thèse de Master, Hind Zaamoun a travaillé sur un projet de recherche portant sur les défis et les perspectives de la reconstruction dans le contexte de la Syrie. Pour les besoins de sa recherche, elle a réalisé un premier travail de terrain, l'été 2018, durant deux mois en Turquie, dans le cadre d'un projet de volontariat « Lead the change for the refugees » auprès de plusieurs ONG locales. S'en est suivi un second terrain, s'étalant sur quatre mois, effectué au Liban et en Turquie, auprès d'une cinquantaine de membres de la société civile syrienne et d'ONG internationales et locales établies principalement à Beirut, Gaziantep, Ankara et Istanbul.

## Résumé

Ce Papier se focalise sur les formes locales de règlement des différends et de réconciliation, sous-étudiées dans les contextes conflictuels et post-conflictuels. L'accent y sera mis sur l'approche par le bas qui propose un nouveau récit de ces conflits et éclaire, à travers la dimension locale, de nouvelles pistes de reconstruction de la paix. Nous nous intéresserons au cas de la société civile syrienne, qui a connu un renouveau dans les pays voisins avec le soulèvement populaire en Syrie. L'enjeu principal étant de valoriser et de comprendre la manière, trop souvent méconnue et sous-estimée, dont ces acteurs locaux tentent de transformer les normes sociales héritées du temps de guerre. L'étude est basée sur les résultats d'un travail de terrain - réalisé dans le cadre d'un projet de recherche au Liban et en Turquie - auprès de membres de la société civile syrienne et de différentes organisations internationales et locales impliquées dans les efforts de réconciliation et de reconstruction sociale en Syrie.



# Construction de la paix par le bas

## Cas de la société civile syrienne en exil

### INTRODUCTION

À l'aube des années 2000, les questions locales ont donné lieu à une succession d'études et de pratiques en matière de rétablissement de la paix, qui ont vu un regain d'intérêt pour les approches dites « autochtones », « indigènes »<sup>1</sup>, que l'on nomme également « bottom-up approaches » (« approches par le bas »). De nombreux penseurs - dont Roger Mac Ginty, Pamina Firshow et Oliver Richmond – ont inclus les stratégies de paix « par le bas » et développé de nouveaux indicateurs locaux, en se basant sur des enquêtes de terrain dans différents contextes post-guerre (Afghanistan, Irak, Bosnie, Liban, Sri Lanka, Ouganda, Zimbabwe et Afrique du Sud). Ce virage vers le localisme préconise une « forme de recherche-action participative »<sup>2</sup> qui serait en mesure de fournir un contrepoids aux « top-down approaches » (« approches par le haut ») et, conséquemment, permettre une consolidation de la paix mieux ciblée qui répond à des besoins et des objectifs normatifs à plus long terme. C'est bien l'examen de ces approches par le bas, visant « l'appropriation locale » et « la durabilité »<sup>3</sup> dans les plans de reconstruction des pays sortant de conflits, qui constitue l'objet de cette étude.

Si le tournant local a gagné de l'importance c'est, en réalité, dû à l'échec de la communauté internationale à exporter les normes et les institutions libérales vers les zones de conflits. Dans un précédent papier<sup>4</sup>, nous avons examiné les limites des formes de rétablissement de la paix « par le haut » approuvées au niveau international. Nous y avons soulevé, par ailleurs, que l'épuisement des logiques et méthodes libérales dans la résolution des conflits est aussi une des conséquences de la transformation des guerres contemporaines, inscrites aujourd'hui dans un contexte global nouveau et multipolaire<sup>5</sup>, où la « paix libérale » est dite révolue<sup>6</sup>, et où plusieurs puissances régionales concurrenceraient aujourd'hui les puissances occidentales dans les programmes de reconstruction<sup>7</sup>.

Dans ce qui suit, nous adopterons un niveau d'analyse différent, en se concentrant sur les formes locales de règlement des différends et de réconciliation. L'objectif est de mettre l'accent sur l'approche par le bas, qui propose un nouveau récit de ces conflits et éclaire, à travers la dimension locale, de nouvelles pistes et de nouvelles façons de procéder. Pour cela, nous nous intéresserons au cas de la société civile syrienne en exil. Celle-ci même qui a tenté, depuis le début des confrontations, de présenter des « choix alternatifs » pour, d'une part, compenser l'incapacité de la communauté internationale à répondre aux besoins de reconstruction en Syrie et, d'autre part, pallier les politiques locales entreprises par le gouvernement syrien allant dans le sens d'une reconstruction qui suit la rhétorique « Récompenser et punir » : Récompenser « la loyauté de son réseau de capitalistes et

1. Roger Mac Ginty, « Indigenous Peacebuilding », dans *International Peacebuilding and Local Resistance. Rethinking Peace and Conflict Studies*, Palgrave Macmillan, London, 2011.

2. Idem

3. Roger Mac Ginty, Op.cit. p.47.

4. Hind Zaamoun, « La résolution des conflits à l'épreuve : Enjeux et défis du cas syrien », Policy Center for the New South, PP-20/22, Juillet 2020.

5. On parle, dans ce sens, du tournant qui aurait marqué la dernière décennie, depuis le déclin du monopole de l'interventionnisme des États-Unis après la guerre d'Irak. Ce dernier aurait ouvert la voie à une prolifération de nouveaux acteurs régionaux et de puissances étrangères intervenant dans les conflits (dont l'Iran, la Russie, la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar).

6. Achim Wennmann, "Reinventing Peace in Syria", *The Cairo review of global affairs*, 2019, p.3.

7. Steven Heydemann and Luigi Narbone, « A changing landscape of post-conflict reconstruction: Some lessons for policy-makers » dans *Fractured Stability : War economies and reconstruction in the MENA*, European University Institute - Robert Schuman Centre for Advanced Studies, 2019, pp.85-86.

d'alliés étrangers » et punir les « anciennes communautés rebelles »<sup>8</sup>. Un nouveau récit de ce conflit sera proposé. Un récit dont l'enjeu principal est centré sur les acteurs locaux pour comprendre la façon dont ils tentent d'établir un espace de paix et de transformer les normes sociales héritées du temps de guerre. L'objectif étant de lever le voile sur les dynamiques locales et d'appréhender la manière dont les récits d'« en bas » peuvent se distinguer de ceux employés par les acteurs internationaux engagés dans le soutien à la paix.

**APPROCHE DE TERRAIN.** La présente étude repose sur les résultats obtenus à partir d'un travail de terrain effectué au Liban et en Turquie, étalé sur quatre mois (de juin à septembre 2019). L'investigation visait le discours des membres de la société civile syrienne ainsi que des membres des organisations non gouvernementales (ONG) internationales<sup>9</sup> et locales<sup>10</sup> implantées dans les pays voisins et travaillant sur le contexte de la Syrie. Le choix des ONG se justifie par la nécessité de questionner des « professionnels » ayant été confrontés au contexte de la guerre et ses retombées, notamment sur les perspectives de la reconstruction, sur les questions relatives au retour des réfugiés, des scénarios envisagés et des défis qui peuvent être relevés. Une cinquantaine d'entretiens semi-directifs ont ainsi été réalisés, que l'on citera en donnant des noms d'emprunt à ceux de nos enquêtés qui ont exprimé le souhait de requérir l'anonymat (de même que pour les noms des ONG).

**PLAN ET STRUCTURE DU PAPIER.** Nous tenterons de justifier, tout d'abord, le recours à l'approche par le bas et son importance, aujourd'hui, avant de développer les résultats de notre approche empirique, qui vise l'étude du cas syrien. Nous proposerons, par la suite, un aperçu de la société civile syrienne au Liban et en Turquie, en mettant l'accent sur les différentes fonctions que les membres de ses différentes composantes ont remplies pendant leur exil, et les rôles potentiels qu'ils pourront jouer en Syrie une fois le processus de paix engagé. Un certain nombre de défis et d'opportunités pour la société civile syrienne seront analysés. En guise de conclusion, nous recommanderons de s'intéresser aux moyens par lesquels la communauté internationale peut soutenir l'action de la société civile syrienne.

---

8. Joseph Daher, « The Paradox of Syria's Reconstruction », Carnegie Middle East Center, September 2019, p.1.

9. Nous pouvons mentionner, à ce stade, certaines des ONG internationales interviewées dont : Search for common ground, Concern Worldwide, le Comité international de la Croix-Rouge, l'Agence des Nations unies pour les Réfugiés et l'Aide à la Coopération technique et au Développement.

10. Pour ce qui est des ONG locales, nous pouvons citer : Syrian Eyes, Noun, Mobaderoon, Rabitat al-Mowatana, Syrian Center for Policy Research, Hamzat Wasl, Bidayyat for Audiovisual Arts, la Coalition de la société civile syrienne, SADA et le Centre de documentation des violations.



# PARTIE 1. L'APPROCHE « PAR LE BAS » DE LA RÉOLUTION DE CONFLIT EN PERSPECTIVE

## Origine et évolution du concept

Sur les plans pratique et conceptuel, la consolidation de la paix a été dominée par le paradigme libéral, précisément à partir de la fin de la Guerre froide<sup>11</sup> où le libéralisme aurait atteint son apogée. Cependant, et comme en témoignent de nombreux contextes d'après-guerre, l'exportation des normes et des idées libérales (telles que la démocratisation, la règle de droit et le système de marché libéral) aux soi-disant « États fragiles »<sup>12</sup> sortant de conflits, n'a pas réussi à créer une paix globale et durable sur le terrain<sup>13</sup>. De plus en plus de preuves étaient relevées quant à l'échec de la reconstruction des États touchés par un conflit selon le modèle occidental, à compter des années 1990 (notamment en Somalie, en Bosnie-Herzégovine, au Soudan). C'est ce qui explique les critiques formulées par de nombreux chercheurs intéressés par la question de la consolidation de la paix à l'endroit du paradigme libéral (Mac Ginty 2010 ; Paris 2010 ; Richmond 2009). Ces derniers y voient « une imposition de valeurs occidentales, accompagnée d'un ethnocentrisme inhérent, qui présume l'universalisme des objectifs libéraux »<sup>14</sup>.

Parallèlement à cette vague de critiques, et à celles pointant les programmes d'ajustement structurel du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), un changement de paradigme s'opérait. Le langage de l'appropriation « locale » et du « participatif » a ainsi été introduit dans le jargon du développement international<sup>15</sup>. Le rapport de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), en 1995, en est une preuve historique. Il y est considéré que « pour que le développement réussisse, les populations des pays concernés doivent être les « propriétaires » de leurs politiques et programmes de développement »<sup>16</sup>. Dans le domaine de la paix, les grandes institutions internationales ont adopté un langage très similaire. Dans ce sens, le rapport Brahimi de 2000 au Conseil de sécurité des Nations unies a pleinement approuvé le « tournant local » et a fait valoir que la participation des acteurs locaux est « essentielle pour déterminer le succès d'une opération de paix »<sup>17</sup>. Il est, ainsi, devenu de plus en plus évident que sans une adhésion locale, le soutien international à la paix ne pourrait aboutir.

Dans son article, intitulé « Revisiting the Local Turn in Peacebuilding », Filip Ejdus relève d'autres facteurs supplémentaires qui auraient « propulsé » le tournant local en matière de consolidation de la paix. Il cite, entre autres, « les interventions « fiasco » en Irak et en Afghanistan ; la montée

11. La fin de l'ère bipolaire a transformé le sens de la sécurité internationale. Traditionnellement, les opérations de maintien de la paix de l'ONU visaient à maintenir le calme entre les cessez-le-feu et les accords de paix. En 1992, cependant, dans son Agenda pour la paix, l'ancien Secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a inauguré la consolidation de la paix d'après-guerre. Le but de celle-ci, en tant que suite logique au rétablissement et au maintien de la paix, était d'identifier et de soutenir les structures qui renforceront la paix et empêcheront les États fragiles et sortant d'un conflit de sombrer dans la violence.

12. Désigner un État de « fragile » ou de « failli », c'est remettre en cause son monopole de légitimité, sa capacité à délivrer les services publics, sa souveraineté ou, encore, son autorité politique devant imposer les règles et le système de taxation. Dès lors qu'un État est dans l'incapacité d'affirmer son autorité, il est dit entrer dans une situation de faillibilité et de précarité.

13. Steven Heydemann, "No exit: Conflict, economic governance, and post-conflict reconstruction in fierce states", dans *Fractured Stability : War economies and reconstruction in the MENA*, European University Institute – Robert Schuman Center for Advanced Studies, 2019.

14. Filip Ejdus, "Revisiting the Local Turn in Peacebuilding", dans *A Requiem for Peacebuilding?* Palgrave Macmillan, Londres, 2020, p.42.

15. Idem.

16. Rapport de l'OCDE, *Development partnerships in the new global context*, Development Assistance Committee, Paris, 1995, p.24.

17. Rapport Lakhdar Brahimi au Conseil de sécurité des Nations unies, New York, 2000, p. 5.

en puissance des praticiens des pays du Sud aux postes de premier plan dans les institutions internationales ; la renaissance des traditions locales, en opposition à la mondialisation ; la montée des discours politiques localistes à travers le spectre politique en Occident ; l'émergence d'un nouvel accord autour de la légitimité de tout ce qui est local dans les affaires internationales »<sup>18</sup>.

Ce tournant en faveur de l'accommodation et l'appréciation du « local »<sup>19</sup> a été amplifié et facilité par l'engagement des chercheurs et des théoriciens qui ont inclus l'approche par le bas dans leurs méthodologies et leurs enquêtes, pour rendre compte de l'importance de l'action des acteurs locaux dans les processus de résolution des conflits. Richmond précise que « ce que l'on attend du « local », c'est que sa compréhension de la paix soit originale, émancipatrice et basée sur l'expérience quotidienne plutôt que sur le modèle international de paix libérale »<sup>20</sup>. Timothy Donais ajoute, de son côté, que le but central du « local » est de construire une paix durable, résiliente et légitime<sup>21</sup> et que tout processus de paix « non adopté par ceux qui doivent le vivre est susceptible d'échouer »<sup>22</sup>.

Nous aborderons des exemples des pratiques locales dans le contexte africain, avant de nous intéresser à la société civile en sa qualité d'acteur « local ».

## Exemples des pratiques locales en Afrique

Le rôle clé que jouent les approches « par le bas » est trop important pour être ignoré. Des preuves montrant l'efficacité des approches autochtones de la consolidation de la paix sont observées dans plusieurs contextes. Dans un essai consacré aux contextes africains<sup>23</sup>, Abdul Karim Issifu fait, entre autres, référence aux initiatives de paix et de réconciliation menées dans le cadre d'une conférence traditionnelle de Wunlit<sup>24</sup> ; effort considéré comme étant le plus important et le plus documenté du processus de paix dans l'actuelle République du Soudan du Sud, et qui, par ailleurs, a pu assurer un certain niveau de paix à Mundri<sup>25</sup>. Issifu cite, aussi, les méthodes autochtones de consolidation de la paix qui ont fourni un moyen indispensable pour mobiliser les anciennes traditions pour rétablir le dialogue, réparer les relations brisées et l'ordre social après plusieurs décennies de conflits violents au nord de la Somalie. Toujours selon Issifu, les méthodes autochtones ont contribué à mettre fin au conflit de chefferie, favorisant le développement communautaire dans la province de Wungu au nord du Ghana. En outre, l'étude de Tongeren a démontré qu'après le violent conflit de 1991 au Kenya, ce sont les efforts du Comité de paix et de développement de Wajir, dirigé par des femmes locales, qui ont contribué à faire progresser la sérénité et le développement communautaire dans la région. La liste des exemples comprend, aussi « le Tribunal Gacaca du village rwandais ; le Processus de réconciliation communautaire Nahe Biti du Timor oriental ; la réconciliation d'Ubuntu en Afrique du Sud et les cérémonies traditionnelles de guérison amnésiques du Mozambique pour renoncer au passé ».<sup>26</sup> Ces exemples nous permettent de comprendre en quoi les approches locales et autochtones de la paix ont le pouvoir de combler les lacunes des « approches occidentales orthodoxes »<sup>27</sup>.

18. Filip Ejdus, Op.cit. p.43.

19. Roger Mac Ginty et Pamina Firchow, "Top-down and bottom-up narratives of peace and conflict", Political studies association, 2016, p.2.

20. Oliver Richmond, "A post-liberal peace: Eirenism and the everyday" dans Review of International Studies, 35(3), 2009, p.557.

21. Timothy Donais, Peacebuilding and local ownership: Post-conflict consensus-building. Routledge, Londres, 2012, p.3.

22. Idem.

23. Abdul Karim Issifu, « Exploring Indigenous Approaches to Peacebuilding : The Case of Ubuntu in South Africa », Peace studies Journal, Institute for Development Studies University of Cape Coast-Ghana, Volume 8, Issue 2, Décembre 2015.

24. Appelée également de « Conférence Dinka-Nuer sur la paix et la réconciliation », cette conférence a été tenue en 1999. Elle a réuni les Nuer de l'ouest du Nil supérieur et les Dinka de Tonj, au Soudan du Sud.

25. Comté, situé alors dans l'État d'Amadi dans la région de l'Équatoria occidental au Soudan du Sud.

26. Abdul Karim Issifu, Op.cit. p.64.

27. Idem, p.65.

## Place et rôle de la société civile

L'une des approches par le bas les plus reconnues concerne le travail de la société civile auquel plusieurs organisations internationales, dont l'Organisation des Nations unies (ONU), l'Union européenne (UE) et la Banque mondiale (BM), accordent de plus en plus d'intérêt<sup>28</sup>. Auparavant, les groupes de la société civile locaux étaient principalement considérés comme de simples « partenaires locaux », « bénéficiaires d'aide », présentés le plus souvent comme « passifs ». Peu d'efforts ont été entrepris pour comprendre leurs rôle et importance dans la consolidation de la paix et la réconciliation. Tout l'intérêt des recherches avait tendance à être principalement concentré sur le rôle de la communauté internationale et des acteurs occidentaux dans la prévention et la résolution des conflits<sup>29</sup>.

Toutefois, les efforts de la société civile ont fini par être de plus en plus reconnus. Il est maintenant démontré que les groupes locaux peuvent être mieux placés pour mener à bien certaines activités liées à la consolidation de la paix et à la réconciliation, en ce sens qu'ils sont moins contraints par des mandats étroits, ont une meilleure connaissance du contexte local et peuvent atteindre et traiter directement avec les populations<sup>30</sup>. Il est devenu évident, également, suite aux échecs passés dans les contextes de guerre, que la paix ne peut être ni convenue, ni maintenue exclusivement par le haut. Pour réussir, la consolidation de la paix a besoin de la participation populaire. Comme le relève Abikök Riak, plusieurs organisations internationales reconnaissent, aujourd'hui, que la clé réside dans le fait « que [les processus de paix locaux] ne sont pas [les leurs], et pour être durables, ils doivent venir de la base »<sup>31</sup>.

Pour mesurer comment peuvent être mises à profit les méthodes locales de consolidation de la paix sur le plan pratique, nous présenterons le cas de la société civile syrienne dans les pays voisins, objet de notre travail de terrain. En choisissant l'approche dite par le bas, nous nous trouvons forcés de nous appuyer sur des sources d'information divergentes, comparées à celles dictées par le haut. Ces sources, comme le postule Roger Mac Ginty, peuvent potentiellement avoir des impacts significatifs en termes de réponses et de réalités rapportées<sup>32</sup>. Ce qui diffère, de l'avis de Carolyn Nordstrom, c'est la manière dont sont racontées les guerres. En d'autres termes, c'est un « autre type d'histoire de guerre »<sup>33</sup> ayant ses propres « accents, inflexions, et silences »<sup>34</sup>. Un type, avec comme enjeu fondamental, celui de pouvoir « écrire et de se faire entendre »<sup>35</sup>.

Pour clarifier le propos, nous tenterons, à présent, de présenter le cas de la société civile syrienne en exil, engagée dans les efforts de reconstruction de la paix. À travers l'observation et l'étude de divers exemples empiriques, nous comprendrons en quoi les acteurs de la société civile peuvent contribuer à la consolidation de la paix et à la réconciliation de différentes manières, à toutes les étapes du cycle d'un conflit. La société civile syrienne en exil ne semble pas faire exception. Les résultats de la recherche sur le terrain, au Liban et en Turquie, suggèrent que la plupart des organisations, sinon leur totalité, contribuent aux efforts de consolidation de la paix et de réconciliation. Les sections suivantes fournissent une déclinaison de ces activités.

28. Joseph Siby, 'The Emerging Role of NGOs in Conflict Resolution', Maharashtra: The Institute of Gandhian Studies, 2013.

29. C. Orjuela, 'Dilemmas of Civil Society Aid: Donors, NGOs and the Quest for Peace in Sri Lanka', *Peace and Democracy in South Asia*, Vol. 1, Nr. 1, 2005, p.1.

30. C. Orjuela, 'Building Peace In Sri Lanka: A Role For Civil Society?', *Journal of Peace Research*, Vol. 40, Nr. 2, 2003, p.196.

31. Riak Abikök, "The Local Capacities for Peace Project: The Sudan Experience", *Development in Practice*, Vol. 10, No. 3/4, 2000, p. 504.

32. Roger Mac Ginty et Pamina Firchow, *Op.Cit*, p.2.

33. Carolyn Nordstrom, *A Different Kind of War Story*. Philadelphia, PA: University of Pennsylvania Press, 1997.

34. Roger Mac Ginty et Pamina Firchow, *Op.cit*, p.2.

35. Idem.

## **PARTIE 2. LES PRATIQUES LOCALES DE CONSOLIDATION DE LA PAIX DANS LE CONTEXTE SYRIEN**

### **Émergence de la société civile syrienne dans les pays voisins**

Selon les derniers chiffres du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR), 5,6 millions de Syriens sont rapportés avoir fui leur pays, la grande majorité ayant trouvé refuge dans les pays voisins (Turquie, Liban, Jordanie, Irak et Égypte). Parmi ces populations exilées, de nombreux Syriens (ayant été privés d'un environnement permettant d'opérer librement en tant que « société civile » sous le règne du parti Baath et sa loi de 1958 sur les organisations non gouvernementales<sup>36</sup>) ont saisi l'opportunité de construire les fondements d'une société civile dans les pays avoisinants, en prévision d'un règlement politique et d'un cessez-le-feu dans leur pays<sup>37</sup>.

Comme l'explique Marta Welander, leur statut de réfugiés ne fait pas d'eux des individus qui « attendent passivement de recevoir une assistance extérieure »<sup>38</sup>. Au contraire, ils ont gardé des liens forts avec leur patrie et ont, dans plusieurs cas, tenté d'agir ou, plutôt de réagir, sur le terrain. C'est le cas, justement, de nos enquêtés qui, à leur arrivée au Liban ou en Turquie, se sont investis soit dans le travail humanitaire auprès d'organisations internationales ou locales pour répondre aux besoins des réfugiés ou des Syriens restés au pays, soit se sont concentrés sur des projets visant à apaiser les tensions entre les Syriens et les communautés d'accueil, soit ont initié des projets contribuant aux dialogues de paix et aux efforts de réconciliation.

Nous parlons de toute une société civile<sup>39</sup> syrienne qui a émergé dans les pays voisins et à l'intérieur du territoire syrien, constituée d'un large éventail de profils et de spécialités (recherche, éducation, formation, consulting, médias et communication, conseil juridique, aide d'urgence et humanitaire ...). Nous parlons d'hommes et de femmes qui, malgré leurs incertitudes quant à l'avenir de leur pays, entendent agir sur cet environnement, et ce en se concentrant sur la reconstruction dite sociale et humaine. Comment ? En choisissant différents points d'entrée pour influencer sur le contexte de la guerre et d'après-guerre. Cette idée de « point d'entrée » a été relevée à la suite de l'observation des choix d'activité de nos enquêtés vis-à-vis de leurs trajectoires et de leur position politique. Tout en étant des opposants, dans leur quasi-totalité, et ne considérant pas de reconstruction possible sous l'actuel régime, nos enquêtés ont toutefois, chacun de son côté, tenté d'adopter des points d'entrée multiples pour pallier les besoins de reconstruction.

Nous verrons cela plus en détail dans le point suivant où nous analyserons en profondeur les principales « portes d'entrée » choisies par les Syriens. L'analyse du travail de la société civile dans les pays voisins nous permettra, non seulement de juger du rôle important joué par ces acteurs, mais aussi des opportunités futures et des défis ultérieurs.

---

36. La loi de 1958 sur les organisations non gouvernementales a été adoptée pendant l'unité égypto-syrienne et impose des limites à la création d'organisations et à l'octroi de licences, sans lesquelles toute activité est passible d'emprisonnement et d'amende.

37. Marta Welander, « Civil society in exile, reconciliation and the future of Syria: The role of the emerging Syrian civil society », Thèse publiée dans *Global Campus Arab World*, Université St. Joseph, Beyrouth, 2014/2015, p.8.

38. Idem.

39. Il n'entre pas, dans le cadre de ce papier, de chercher une définition précise pour désigner les acteurs syriens opérant au Liban et en Turquie. Nous citerons, cependant, la définition de Diamond qui suggère que les acteurs de la société civile sont simplement des « citoyens privés agissant collectivement ». Il ajoute que ces acteurs peuvent former des groupes d'intérêt, des associations civiques, des ONG ; certains formels, d'autres informels et moins structurés. C'est le cas notamment des organisations interviewées de la société civile syrienne.

## Des portes alternatives de la consolidation de la paix

Comme énoncé plus haut, nous allons à présent prêter attention à la voix des exilés, pour être à même de comprendre cette « obsession du jour d'après »<sup>40</sup> qui les habite tous, ainsi que les pistes qu'ils empruntent pour pouvoir influencer sur le processus de reconstruction à venir. Ces pistes imaginées et conçues par les Syriens en exil, ou « portes d'entrée » comme appelées précédemment, constituent l'objet de la présente sous-partie où sera exposée la façon dont plusieurs acteurs ont travaillé des années durant à préparer le terrain pour l'après-guerre, en prévision d'un règlement politique. Dans cette optique, et en se basant sur les exemples des organisations syriennes observées au Liban et en Turquie, nous relèverons quelques-unes des principales « portes d'entrée ».

Nous nous attarderons sur deux pratiques spécifiques : la documentation et le dialogue. À travers ces deux méthodes, nous voulons présenter des cas concrets de deux approches par le bas, utilisées au niveau local et qui trouvent de plus en plus de soutien du côté des organismes internationaux. L'intérêt pour nous n'est pas tant de s'étaler sur les attributs et les avantages de ces projets. Tout comme nous ne nous présentons pas, non plus, comme des adeptes de ces méthodes. Surestimer l'importance du dialogue et de la documentation dans la gestion des conflits peut avoir des retombées fatales, surtout si nous considérons que nous sommes en présence de conflits d'intérêts tangibles, aux facteurs structurels de lutte pour le pouvoir et l'influence. Tout l'enjeu à travers cette étude est plutôt la compréhension et l'étude des pratiques locales, placées dans la dynamique globale des conflits. Comme souligné plus haut, l'objectif est de combler le fossé existant entre la théorie et la pratique dans les études consacrées aux approches par le bas.

### PORTE A : de la construction de la mémoire et de la documentation

*« La Syrie est, sans doute, le premier pays qui a écrit l'histoire de la guerre avant que celle-ci ne prenne fin »<sup>41</sup>*

La guerre en Syrie est considérée, aujourd'hui, comme étant le conflit le plus meurtrier du XXI<sup>e</sup> siècle, ainsi que le plus documenté de l'Histoire<sup>42</sup>. La mémoire autour de ce conflit a été confectionnée rigoureusement à travers plusieurs milliers de chroniques, d'images, de vidéos et de documents. Dans ce sens, un travail de narration est accompli par un large réseau d'auteurs, d'avocats, d'activistes, de témoins et de survivants syriens - membres de la société civile- opérant à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie. L'intérêt de ce mouvement de « documentation » se résume en deux points. Il s'agit, d'une part, de la nécessité de préserver la mémoire de la guerre et, d'autre part, de la poursuite d'une certaine forme de justice en Syrie. Ce sont là les deux raisons citées pour lesquelles l'on s'assure aujourd'hui qu'il existe un bilan des « atrocités » commises durant la guerre. Dans ce qui suit, nous tenterons de distinguer le rôle de la documentation pour l'atteinte de ces deux objectifs. Nous présenterons, par la suite, des exemples des pratiques des organisations syriennes consultées.

40. Expression de Salam Kawakibi dans une interview accordée à Ouest France, publiée le 7 février 2016.

41. Extrait de l'entretien avec Milad, (membre de l'organisation Bidayyat for audiovisual arts), réalisé à Beyrouth, le 22 août 2019.

42. Ivan Sigal, « Syria's war may be the most documented ever. And yet, we know so little. », Global Voices Online, publié le 19 décembre 2016.

## Enjeux de la mémoire et de la vérité

*« La Ghouta a été attaquée à l'arme chimique. Hier, était le 6e anniversaire de cette tragédie. Tous les Syriens vous diront qu'on n'oublie pas, qu'il y a des choses qu'on n'oublie pas. Des milliers de morts en un jour, c'était horrible »<sup>43</sup>*

« Les gens n'oublient pas »<sup>44</sup>, cette phrase revient comme un leitmotiv dans les réponses de nos enquêtés qui l'associent à l'enjeu de la mémoire. Dans tout processus de réconciliation, l'idée de la mémoire se révèle être un critère fondamental dans le sens où il y a cet enjeu de « reconnaissance du passé »<sup>45</sup> et du « droit à la vérité »<sup>46</sup> qui est des plus importants. Car, ce n'est qu'après avoir reconnu et révélé cette mémoire comme une vérité du passé que des efforts de réconciliation peuvent prendre cours.

La reconstitution de « ce qui n'est plus »<sup>47</sup> revêt une grande importance dans la mesure où, pour reprendre la description de Pierre Nora, la mémoire est représentée comme « la vie, toujours portée par des groupes vivants et (...) ouverte à la dialectique du souvenir et de l'amnésie, inconsciente de ses déformations successives, vulnérable à toutes les utilisations et manipulations, susceptible de longues latences et de soudaines revitalisations »<sup>48</sup>. Ce qu'entend par là l'historien Nora, c'est qu'en faisant œuvre de mémoire, nous relatons et conservons pour d'autres que soi une interprétation de faits et de situations éprouvés, que l'on peut manier et représenter selon le contexte. Ainsi, nous voyons l'importance de cette réécriture et cette narration des « souvenirs individuels et les représentations collectives du passé »<sup>49</sup>. Il est particulièrement important de faire respecter ce « droit à la mémoire »<sup>50</sup>, étant donné que les régimes répressifs réécrivent souvent délibérément l'histoire et nient les atrocités afin de se légitimer, alimenter la méfiance et même provoquer de nouveaux cycles de violence.

Pour exemplifier le propos, citons la « reconstruction de la victoire »<sup>51</sup> poursuivie par le régime Al Assad au lendemain de la reprise de contrôle de certaines villes qui étaient tombées entre les mains de l'opposition (notamment les quartiers reconquis d'Alep, de Homs, de Deraa et des périphéries de Damas, comme la Ghouta orientale). Nous faisons référence, ici, aux « accords de réconciliation » mis en œuvre par le régime et son allié russe à l'attention des personnes résidant dans les territoires autrefois contrôlés par les « rebelles ». Plusieurs de nos enquêtés relèvent les caractères oppressif et coercitif des dites réconciliations : « Les réconciliations qui ont eu lieu se sont produites sous le coup de la contrainte [lkrâh], comme une réconciliation du vaincu [al maghlûb]. »<sup>52</sup>. La signature de ces accords exigeait des civils de ne jamais s'engager sous quelque forme que ce soit contre le régime d'Al Assad. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, des centaines d'arrestations d'anciens dirigeants de l'opposition ont été rapportées, enrôlement dans l'armée d'hommes âgés et d'étudiants qui, dans certains cas, ont dû purger des peines bien au-delà de la période requise. Comme le signale la directrice pour le Moyen-Orient d'Human Rights Watch, Lama Fakih : « Les combats ont cessé dans

43. Idem.

44. Expression tirée de l'entretien avec Mohamed Barou (directeur de SADA), réalisé le 5 septembre 2019 à Istanbul (Turquie).

45. Expression tirée de l'entretien avec Hassan Abbas (directeur de la Ligue citoyenne), Op.cit.

46. Expression tirée de l'entretien effectué avec Amar (freelancer syrien), réalisé le 16 juillet 2019 à Beyrouth.

47. Pierre Nora, « Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux », Gallimard, Paris, 1984, p.10.

48. Ibid, pp.19-20.

49. Enzo Traverso, « L'histoire comme champ de bataille », la Découverte, Paris, 2011, p.115.

50. Extrait de l'entretien avec Hassan Abbas, Op.cit.

51. Hadi Makarem, « Unjust Reconstruction in Postwar Lebanon: Why Solidere's Reconstruction of Downtown Beirut is Synonymous to 'Victor's Reconstruction' », ISA-LSE, Avril 2012.

52. Extrait de l'entretien avec Mohamed Barou, (directeur de SADA), Op.cit.

la majeure partie de la Syrie mais rien n'a changé pour les services de renseignement qui continuent de bafouer les droits des opposants. L'absence de procédures régulières, les arrestations arbitraires et le harcèlement, même dans les zones soi-disant réconciliées, sont plus parlants que les fausses promesses de retour, de réforme et de réconciliation »<sup>53</sup>.

Il n'y eut, a priori, ni dialogue, ni aveux de culpabilité, ni procédures judiciaires, ni commissions de vérité ou rituel de pardon ou de restitution, qui visent une réelle réconciliation sociale, telle qu'attendue au lendemain d'une guerre civile. Au lieu de cela, le régime en place fait le choix d'ignorer les causes du conflit et prend le risque de « semer les graines d'un futur conflit »<sup>54</sup>. Loin de vouloir reconfigurer le paysage laissé au lendemain du conflit, le régime se déploie à aggraver la situation d'après-guerre, déjà très fragile et très pénible, et sous-estime les situations à risque qui peuvent se développer.

Ainsi, la préservation de la mémoire devient une responsabilité dès lors qu'il y a le risque de l'imposition d'une interprétation aux dépens d'une autre et, du reste, suppose la confiscation de la vérité. En effet, et cela concerne le contexte syrien, lorsque des remaniements ou des tris sont faits vis-à-vis des références antérieures à des fins politiques, la mémoire comme la vérité se voient trahies au profit d'une partie. C'est bien ce risque de manipulation qui a poussé plusieurs ONG syriennes à s'investir dans la création d'un « dossier historique » et dans la collecte de la mémoire. Nous en citerons des exemples un peu plus loin.

### **Systemes de justice alternatifs**

La documentation est non seulement une forme puissante de résistance non violente qui aspire à la préservation de la mémoire, elle constitue également et fondamentalement une quête de justice (sans avoir à attendre une transition pour avoir lieu). La documentation des violations a longtemps été un élément crucial du processus de justice transitionnelle. Celle-ci est généralement comprise comme étant un « ensemble de processus judiciaires et non judiciaires et mécanismes qu'une société adopte pour lutter contre un héritage d'abus et d'atrocités à grande échelle »<sup>55</sup>.

Une recherche efficace de la vérité est bien placée pour renforcer plusieurs mesures de justice, telles que les poursuites, les réparations et la réforme institutionnelle. Comment ? En fournissant des informations importantes et fiables sur lesquelles construire des registres des victimes et des affaires pénales, développer des compétences essentielles pour les parties prenantes concernées et fournir une plate-forme permettant aux victimes de relater leurs expériences et exprimer leurs demandes. En d'autres termes, la documentation peut représenter un « outil de plaidoyer » grâce auquel les auteurs sont nommés et jugés, et les noms des victimes sont documentés. Ceci dans le but de faire pression sur les gouvernements et les organismes internationaux pour qu'ils agissent et pour jeter les bases de la justice transitionnelle.

La documentation constitue, en outre, non seulement une base essentielle pour les futurs mécanismes de justice transitionnelle, mais contribue également à faire en sorte que le processus de justice soit dirigé essentiellement par les victimes (par le bas). Car, bien que les États aient le devoir de préserver la mémoire des crimes, dans plusieurs contextes post-confliktuels antérieurs, la justice transitionnelle

---

53. Lama Fakih, citée par Luc Mathieu, dans *Libération*, le 21 mai 2019.

54. Joseph Daher, « The Paradox of Syria's Reconstruction », Carnegie Middle East Center, September 2019, p.6.

55. Définition tirée de la note d'orientation du Secrétaire général sur l'approche des Nations unies en matière de Justice transitionnelle, publié dans la bibliothèque numérique des Nations unies, en mars 2010.

a négligé les attentes des victimes. Au lieu de cela, les processus ont été principalement façonnés par les élites, dont les priorités ne sont souvent pas alignées avec celles des victimes. Le travail de la société civile a cependant considérablement renforcé la nature globale de la documentation, ainsi que son accessibilité.

Par ailleurs, le processus de documentation expose une multitude de récits du passé, parfois contradictoires. La complexité du conflit syrien rend la nécessité de préserver les multiples vérités du passé plus cruciale. Car, comme d'autres contextes conflictuels, le conflit syrien est marqué par la présence de multiples auteurs, internes comme externes, allant des puissances internationales, aux intervenants régionaux, aux acteurs non étatiques dont les milices. « Nous ne parlons pas d'une seule Syrie. Nous parlons d'une Syrie au pluriel »<sup>56</sup>, estime Shadi. D'où la raison qui a poussé de nombreuses organisations de la société civile syrienne à passer d'une focalisation sur les atrocités commises par le régime à celles commises par de multiples groupes d'opposition. C'est le cas notamment de notre enquêtée Fatine qui s'est employée à rapporter les crimes commis aussi bien par le régime que par l'opposition : « J'ai été sérieusement attaquée par les groupes de défense des droits de l'homme parce que je commentais les violations commises par l'opposition. Car pour eux, il ne fallait relater que les crimes du régime. Mais, qu'en est-il des criminels de guerre de l'opposition ? Pourquoi ne pas en parler ? Pour moi, les violations sont des violations »<sup>57</sup>. Par conséquent, l'on voit bien que la documentation est essentielle à la préservation de multiples récits et de diverses affirmations de vérité en Syrie. La coexistence de ces récits dans le cadre d'une histoire marquée contribuera à la tolérance dans une Syrie profondément polarisée.

### **Quelques exemples des pratiques d'ONG syriennes**

Depuis le début du conflit syrien en 2011, la collecte de documents sous différentes formes a contribué à constituer un corpus plus complet de récits qui, autrement, auraient été perdus ou détruits au cours de la guerre. Grâce à la documentation, les acteurs de la société civile syrienne réaffirment le rôle central des victimes dans les processus de justice transitionnelle en traitant les histoires de victimisation. L'un des exemples clés de cette documentation, et qui a porté ses fruits dans une certaine mesure (à travers les sanctions américaines à l'encontre du régime de Bachar Al Assad) est le célèbre rapport syrien qui porte le nom de « Rapport 2014 des détenus syriens » ou « Rapport César ». Ce dernier a contribué de manière significative à la collecte d'un volume de documents, dont plus de 55 000 images d'hommes, de femmes et d'enfants qui avaient été torturés et assassinés par le régime syrien. L'homme, dont le rapport porte le nom, était un photographe militaire. Ses photos prises entre 2011 et 2013 ont été confirmées par des enquêtes médico-légales, et sont au cœur de la collecte de preuves impliquant des responsables du régime syrien dans des meurtres de masse.

Pour mesurer davantage la complexité et la manière dont les atrocités sont documentées, ainsi que les différentes méthodes de collecte cultivées par chaque organisation, nous présenterons l'exemple du travail de trois organisations exerçant dans les pays voisins.

---

56. Extrait de l'entretien avec Shadi (directeur de l'organisation Noun), réalisé le 15 juillet 2019.

57. Extrait de l'entretien avec Fatine (responsable de projet dans une ONG locale), réalisé à Beyrouth, le 16 août 2019.



## Violations Documentation Center (VDC)

Lors d'un entretien réalisé à Gaziantep, Arif, membre du VDC, nous explique que l'ampleur des violations et la rapidité avec laquelle elles étaient commises, nécessitaient une entité distincte qui se concentre sur la documentation des atrocités commises en Syrie, menée par une équipe de collecteurs de données. Ceci est la raison principale qui a poussé à la création du Centre de Documentation des Violations en Syrie en 2011.

Le VDC documente, ainsi, les violations à travers ses équipes de militants des droits humains, avocats et journalistes en Syrie, en Jordanie et en Turquie. Il recueille des données sous forme de vidéos, d'images et de documents. Ces données sont présentées aux inspecteurs, chacun étant spécialisé dans une province syrienne, afin de garantir l'exactitude et l'exhaustivité des données avant de les saisir sur la base de données du VDC. Un processus de vérification est alors mis en place et des responsables de la base de données procèdent à une inspection régulière de ces données pour réduire au maximum les erreurs. Selon Arif, avocat, cette documentation « clandestine » se fait dans les centres de détention à l'intérieur, dans les centres de détention pour enfants, ainsi qu'auprès de femmes et de familles. Divers contenus sont dès lors étudiés et enquêtés : tel l'exploitation des enfants, les disparitions forcées, les violences sexuelles, la torture, les meurtres ...

Par ailleurs, l'une des remarques clés soulevée lors de notre entretien, concerne l'autocensure des victimes qui craignent d'être reconnues comme telles. Arif nous donne l'exemple d'une famille établie dans les zones sous contrôle de l'opposition et qui ont une fille détenue « chez » le régime depuis trois années :

*« Ils ne le déclarent pas. Pourquoi ? Ils ont peur de la réaction de la société envers eux parce qu'il y a cette idée que toute femme détenue risque le viol. Ceci renseigne sur l'impact de la stigmatisation (wasmat al-âr). Le problème c'est qu'on n'arrive pas à accéder à ces familles qui ne déclarent pas. »<sup>58</sup>*

Cette autocensure constitue en soi un défi majeur. Les aléas et oscillations du contexte en Syrie n'aident pas à apaiser les tensions non plus, et ne donnent pas de recul aux gens pour leur permettre de cicatriser leurs traumatismes, et de déclarer les atrocités commises à leur encontre. À cela s'ajoute la peur de répréhension et celle du qu'en-dira-t-on, qui poussent les familles des victimes à dissimuler leurs détresses et leurs déboires. Néanmoins, dans plusieurs autres cas, il s'est avéré que la vérité peut aider les victimes à se délivrer de leur trauma en révélant les détails des agressions qu'elles ont subies, tels que le sort d'êtres chers disparus ou victimes d'abus. C'est le cas, notamment, du travail entrepris auprès des détenus. Comme le souligne Arif, l'organisation VDC est aussi impliquée dans la documentation des traces de tortures ou de dépression dans les centres de détention :

*« On documente à travers les médecins qui effectuent des contrôles médicaux sur les détenus, ... Donc, ce sont les médecins à l'intérieur qui rencontrent les victimes, écoutent leurs histoires et examinent les blessures physiques et morales qu'elles présentent. Ces médecins travaillent dans la plus grande discrétion car ils courent un risque »<sup>59</sup>.*

58. Extrait de l'entretien avec Arif (avocat travaillant pour une ONG syrienne), réalisé à Gaziantep (Turquie), le 25 septembre 2019.

59. Idem.

L'organisation s'intéresse également aux familles des disparus. « Les enfants de ces familles où sont-ils ? Morts, vivants ? Ces familles n'ont-elles pas le droit de récupérer la dépouille de ceux qui leur sont chers pour faire leur deuil ? questionne Arif.<sup>60</sup>. Ainsi, sachant bien qu'aucune reconstruction n'est possible sans la fourniture d'informations à ces familles, l'Organisation s'est investie dans la documentation des disparus. L'objet étant que les témoignages notifiés par la date, l'heure et le lieu, puissent constituer des preuves tangibles, certifiées et qui seront à même d'être utilisées par les tribunaux. De plus, connaître la vérité sur les disparus permet aux leurs de faire le deuil de manière appropriée, contribuant à la guérison individuelle et communautaire ; La méconnaissance, elle, engendre de grandes retombées sociales. Comme le souligne Arif :

*« Même des années après, ces familles ne peuvent célébrer aucune fête, parce qu'elles sont toujours hantées par le sort réservé à certains des leurs, dont ils ne savent rien. On a des familles qui ne savent rien de leurs proches détenus depuis les années 1980. Sur la question de l'héritage, ils ne peuvent pas y procéder sans certificat de décès ; les femmes qui veulent se remarier mais qui ne peuvent pas divorcer »<sup>61</sup>*

Ainsi, comme la mémoire, cette documentation est à concevoir comme une priorité. Arif insiste sur l'importance de connaître l'ampleur des atteintes et des violations – sans quoi un projet de réhabilitation ou de reconstruction ne peut aboutir. L'avocat signale, par ailleurs, la nécessité de connaître les besoins et les priorités des gens en fonction des zones géographiques dans la mesure où des violations divergentes ont eu lieu, de région en région, et à des degrés divers. Par exemple, les besoins ou les violations à Idlib diffèrent de ceux à Homs<sup>62</sup> et, par là-même, la réponse apportée doit varier. L'objectif derrière ce travail étant d'empêcher toute répétition d'où le devoir et l'exigence de rassembler ces histoires et ces récits pour enfin constituer le « dossier des disparus » et « rétablir les liens familiaux »<sup>63</sup>.

## Syria Justice and Accountability Center (SJAC)

Le SJAC collecte et gère les données en les « étiquetant ». Plusieurs organisations de la société civile suivent un processus similaire de documentation qui commence par la collecte de données par des équipes sur le terrain et dans les pays voisins, en particulier en Jordanie et en Turquie. Les données sont ensuite enregistrées, téléchargées, numérisées, photocopiées ou acheminées clandestinement vers les organisations où elles sont inspectées, étiquetées et vérifiées.

## Rabitat al-Mowatana (Ligue de la Citoyenneté)

Le dernier exemple que l'on présentera concerne le travail de narration accompli par les intellectuels, journalistes et activistes de Rabitat al-Mowatana (Ligue de la Citoyenneté). Hassan Abbas est l'un d'eux. Ayant quitté la Syrie en 2013, pour aller s'installer au Liban, il relancera les activités de son

60. Idem.

61. Extrait de l'entretien avec Arif, Op.cit.

62. Les deux villes ayant connu des péripéties du conflit et des intervenants différents. Homs, étant restée sous l'autorité du régime, est marquée par une division sectaire très forte entre les alaouites (pro) et les sunnis (opposants). Idlib avait, elle, été marquée par l'autorité des bataillons armés et de la Nusra. Aujourd'hui, elle fait face essentiellement aux défis de sécurité et de protection à cause des bombardements accrus du régime dans cette région.

63. Expression utilisée par l'enquêté Philippe (chef adjoint de délégation au sein d'une ONG internationale), réalisé le 24 juillet 2019 à Beyrouth.

organisation dont l'objectif est la diffusion du savoir et de la connaissance. L'un des programmes initiés par l'ONG a consisté en la création d'une maison d'édition, dont le but est de rapporter et de diffuser les chroniques et les sévices occasionnés depuis le début de la révolution, dans une série appelée « Témoignages syriens. « On publiait les témoignages des gens depuis la révolution, car l'idée de départ était que tout le monde allait oublier, que la mémoire allait flancher et, donc, il fallait conserver la mémoire collective. Nous avons publié plus de 30 livres traduits en plusieurs langues »<sup>64</sup>, déclare le directeur de la Ligue.

Cependant, l'épuisement des ressources de la maison d'édition et la baisse du soutien financier, parmi les principaux facteurs, ont fait que la Ligue de la Citoyenneté a abandonné à contre cœur son projet de récolte des témoignages. D'autres projets continuent d'être menés par l'organisation autour de la composante de la « citoyenneté », à travers des ateliers de formation et d'éducation au profit de la société civile et des personnes intéressées par cette question en Syrie.

Bien que les défis soient de taille et que de multiples obstacles transcendent ce travail de documentation, nos enquêtés continuent de croire en cette dynamique et cette phase de préparation de la reconstruction, notamment à travers la quête continue d'une reconnaissance des atrocités du passé. « On ne retrouvera pas tout le monde : des gens ont été brûlés, jetés à la mer, asphyxiés par des produits toxiques, mais les familles sont toujours à la quête de la vérité »<sup>65</sup>, rapporte Arif. L'élément de la vérité demeure fondamental afin de transcender le passé et que de tels faits ne se reproduisent plus à l'avenir. Là encore, un défi majeur reste celui de la volonté des parties de vouloir cicatriser les blessures. Cela nous amène à la question qui concerne le travail accompli sur le front de la réconciliation sociale à travers le prisme du dialogue.

## **PORTE B : du dialogue et de la réconciliation sociale**

Dans le contexte syrien, la réconciliation entre différents groupes sociopolitiques, religieux et communautaires revêt une importance cruciale pour l'avenir du pays. Dans ce sens, plusieurs organisations syriennes se sont déjà engagées dans diverses activités de dialogue visant à créer un climat de confiance et à renforcer la coopération entre les différentes composantes de la société - en exil comme à l'intérieur - concernant les divisions de nature ethnique, religieuse ou politique. Ainsi, l'un des principaux objectifs de ces organisations est de réunir des Syriens de tous les horizons afin de trouver un terrain d'entente et de les encourager à canaliser leurs frustrations sans le recours à la violence. C'est le cas de plusieurs ONG syriennes dont nous présenterons des exemples et des particularités.

Les initiatives de dialogue sont, de plus en plus reconnues comme un instrument important dans la résolution des conflits. Ceci, en grande partie, grâce au travail entrepris par les représentants de la diplomatie parallèle dite « Track 2 » - à laquelle plusieurs de nos enquêtés affirment appartenir - qui ont choisi de placer le dialogue, les rencontres directes et la compréhension mutuelle entre les parties, au centre de leurs programmes. On peut compter, aujourd'hui, un grand nombre de projets de dialogue qui sont en cours, tous conçus pour régler les conflits. Ces initiatives sont basées sur la conviction qu'un contact et une interaction entre des individus d'horizons différents pourraient contribuer à éliminer/atténuer les préjugés et à créer des loyautés inter partes.

---

64. Extrait d'un entretien avec Hassan Abbas (directeur de la Ligue de la Citoyenneté), réalisé le 4 juillet 2019, à Beyrouth.

65. Extrait d'un entretien avec Arif, Op.cit.

Il existe, selon Jay Rothman, trois approches de dialogue<sup>66</sup>. En premier lieu, le dialogue « positionnel » où les parties sont simplement invitées à exprimer leurs points de vue respectifs. Le débat sert principalement à permettre de faire en sorte que différentes positions (parfois diamétralement opposées) se fassent entendre, comme des énonciations qui « nécessitent simplement une reconnaissance ». Dans la deuxième approche, dite « sur les relations humaines », le travail se fait plutôt au niveau relationnel, en se concentrant sur les principales causes des malentendus et les stéréotypes qui surviennent généralement entre les parties. Les objectifs sont la reconnaissance mutuelle de la personne et le respect de chaque partie pour l'autre. La troisième approche, le « dialogue de résolution de problèmes », est la plus ambitieuse. Elle vise à faire de la communication un moyen pour identifier un terrain d'entente et explorer comment les parties pourraient contenir le différend qui les oppose par une action commune.

Dans le cas des sociétés fortement divisées, comme c'est le cas en Syrie, organiser un rassemblement pacifique n'est pas chose aisée. Comme nous l'explique Fatine : « plusieurs réunions sont souvent nécessaires, précédées généralement de séances individuelles pour expliquer les normes du débat »<sup>67</sup>. En soi, la fragilité générale du processus exige des organisateurs des projets de dialogue une grande persévérance, ainsi qu'une vision à long terme. Nous tenterons de présenter quelques exemples des organisations approchées. L'une des remarques qui peut être faite à ce stade est que la majorité des organisations optent pour une combinaison des projets de dialogue avec d'autres thématiques ou besoins pour répondre aux préoccupations communes des parties.

### **Projets de dialogue visant la réconciliation interpersonnelle**

Ces projets rassemblent des personnes dans des situations comparables et ayant des intérêts similaires. Ils concernent des personnes partageant un sort similaire en raison d'un passé violent (les veuves, les orphelins de guerre, les combattants, ...). L'élément central étant de créer un espace qui ouvre le champ à des rencontres personnelles et invite au rétablissement des relations humaines. L'objectif à long terme est centré sur l'idée de la promotion de ce type de rencontres afin de mieux favoriser la paix par « en bas ».

L'un des exemples qui peut être cité de cette pratique se rapporte à l'organisation « Mobaderoon ». La mission principale de cette organisation travaillant depuis le Liban, réside en le fait qu'elle a pour objectif de propager les valeurs de paix et de non-violence à travers le renforcement de la confiance, la compréhension et la coexistence pacifique. Elle vise, en outre, à déconstruire les préjugés, les surmonter et à promouvoir une meilleure compréhension entre les groupes par le biais de canaux de communication et de dialogue. Ainsi, à compter du début de la révolution qui a accentué ces divisions, plusieurs niveaux d'intervention ont été choisis par « Mobaderoon » pour la réalisation des objectifs précités. Aux niveaux individuel et social, l'organisation essaye « de créer des espaces où peuvent se rassembler des Syriens [de confessions et appartenances diverses] pour discuter de leur quotidien et leurs espoirs et réfléchir sur leur rôle au sein de la communauté »<sup>68</sup>.

L'objectif d'une telle expérience de dialogue ne peut être atteint que dans le cadre d'un processus de travail et d'apprentissage à long terme. Le rétablissement de la confiance personnelle, la clarification des positions et des perceptions et la réflexion sur les faits de fond sont des conditions préalables

66. Jay Rothman, « Reflexive dialogue as transformation », *Mediation quarterly*, vol 13, n.4, 1996, pp. 345-352.

67. Extrait de l'entretien avec Fatine (responsable de projet dans une ONG locale), Op.cit.

68. Extrait de l'entretien avec Ghalia (fondatrice de l'organisation "Mobaderoon"), réalisé le 18 juillet 2019.

à toute discussion, notamment s'agissant de questions sensibles, comme la justice transitionnelle. Un rôle clé est joué ici par la prise de conscience que tous les participants ont des problèmes d'acceptation vis-à-vis des autres parties. Il est également important, à ce stade, afin de mettre en confiance les participants, de faire respecter certains arrangements au préalable à travers des accords de confidentialité, par exemple.

### **Projets de dialogue visant le renforcement des capacités des individus et des organisations**

Pour juger du succès de l'appropriation du processus de dialogue par les participants et les différents groupes (politiques, religieux, ethniques ou communautaires), une mesure clé est utilisée par certaines organisations. Il s'agit de la nécessité d'étoffer et de compléter les ateliers de dialogue par des activités supplémentaires, pour un traitement plus approfondi sur certaines questions et pour un renforcement des compétences des participants et des groupes. De telles combinaisons ne sont généralement possibles qu'après l'aboutissement d'un processus assez long de renforcement de la confiance et de travail sur la phase de dialogue décrite ci-dessus.

La tâche suivante, dans de nombreux cas, est soit d'institutionnaliser le dialogue sous la forme d'organes consultatifs, soit de créer ou de renforcer les capacités des ONG au niveau local. Parmi les activités organisées à ces fins, des sessions de formation visant la consolidation et le renforcement de la société civile sont mises en place par plusieurs organisations syriennes interviewées dont : La Ligue de la Citoyenneté, Noun, le Centre de recherche syrien (SCPR), la Coalition de la société civile syrienne et "Mobaderoon". Ces formations ont pour ambition de rétablir les principes dont doit disposer toute société civile pour un exercice efficace de ses prérogatives et pour la concrétisation de son rôle. Ces dispositifs éducatifs visent, de surcroît, à influencer les nouvelles organisations et associations - émergentes en Syrie et ailleurs - et inclure la question de la construction de la paix dans leurs projets. Comme nous l'explique Ghalia : « nous travaillons en vue de développer des « réseaux » autour de thématiques communes pour inclure une grande sphère d'acteurs -enseignants, avocats, ingénieurs et médecins- dans cette diaspora de la promotion de la paix »<sup>69</sup>.

Dans d'autres cas, les projets de dialogue constituent le point de départ d'efforts pratiques, tels que des programmes générateurs de revenus pour des groupes de Syriens particulièrement touchés par le conflit. L'organisation Hamzat Wasl, basée à Beyrouth, focalise l'attention sur ce type de pratiques. Le fondateur de l'organisation, Yaman, cite à titre d'exemple des ateliers de couture pour femmes, des projets pour enfants dans des écoles, des formations pour adultes<sup>70</sup>, ... Différents projets sont lancés dans plusieurs villes et banlieues comme Idlib, Tartous, Damas, Deraa, Soweida, Homs, Ghouta... Cependant, et malgré l'étendue de ces projets, le fondateur de l'organisation déclare que ce travail n'est fait que pour atténuer les tensions.

S'il y a bien un point que nous pouvons retenir de ces activités c'est qu'une réconciliation sociale et horizontale est possible. Ceci a été prouvé à travers plusieurs tentatives de dialogue et de cohésion sociale. Nous mentionnerons, en guise d'exemple, le travail ambitieux réalisé par une organisation syrienne établie à Beyrouth (qui a souhaité garder l'anonymat). L'approche suivie par cette organisation est basée sur les dialogues par thématique, en réunissant, au Liban ou en Turquie, des

---

69. Idem.

70. Extrait de l'entretien avec Yaman (fondateur de l'organisation Hamzat Wasl), réalisé le 8 août 2019.

Syriens issus de différents horizons. Cette organisation vise également à encourager les individus à trouver, ensemble, des solutions tangibles à des sujets qui les touchent tous, comme la gouvernance, l'éducation, la participation des femmes, le secteur de la santé, la constitution etc. Et comme le déclare Fatine, membre de l'organisation : « les participants réalisent que l'autre n'est pas le diable et que le dialogue est possible »<sup>71</sup>. Ainsi, à l'issue de plusieurs séances, des Syriens - se considérant, chacun individuellement, comme victime, et percevant tous les autres comme des coupables, se rendent compte qu'ils sont tous des victimes. L'exemple de Mansour est très révélateur à ce sujet :

*« J'ai vécu cette expérience à l'occasion d'un atelier organisé en Turquie. Avant cet atelier, le monde se résumait, pour moi, à Alep. Quand j'ai vu d'autres Syriens venus de Souweida, de Tartous, de Lattaquié, c'était un choc pour moi de voir qu'il y a des Syriens comme moi qui étaient intéressés par la cause de leur pays. C'était un tournant pour moi (...) Je garde encore contact avec certains participants à cet atelier. »<sup>72</sup>*

Ce point que soulève Mansour est des plus importants, car il a prouvé qu'au moyen des discussions non politisées et de rencontres entre les communautés, les dynamiques peuvent être transformées. Les échanges ont tendance à réussir davantage quand ils ont lieu dans les pays voisins - loin des tensions, des intérêts, et des enjeux politiques.

### **Projets de dialogue visant le processus de négociation**

Les entreprises fondées sur le dialogue sont celles qui visent à exercer une influence sur la gestion du conflit au niveau des dirigeants politiques. C'est précisément ce qui est recherché par la résolution interactive des conflits et les approches de résolution de problèmes en organisant des ateliers confidentiels auxquels prend part un médiateur, dans l'espoir que cela facilitera les négociations. Pour cette dernière raison, l'approche est parfois décrite comme faisant partie de la phase de pré-négociation. C'est l'approche choisie par certaines organisations syriennes qui se sont fixées l'objectif très complexe de participer, mobiliser, et de faire pression sur les politiques (internes comme externes) en faveur des négociations en cours, des réformes espérées ou de la bonne gouvernance. Dans ce sens, plusieurs activités et projets sont mis en œuvre pour présenter des solutions potentielles et intégrer la société civile dans le processus des négociations.

Nous avons jugé important d'évoquer un exemple qui touche à la participation active de la société civile dans le processus de négociations et des pourparlers. Il s'agit du travail concernant la question de la Constitution dont le Comité constitutionnel a été annoncé, le 23 septembre 2019. A l'issue de longues négociations entre l'ONU, l'opposition et le gouvernement syrien, ce Comité a « pour tâche de rédiger une Constitution ouvrant la voie à de nouvelles élections »<sup>73</sup>. Pour Alaadine Zayat, directeur de la Coalition de la société civile syrienne et participant permanent aux négociations à Genève et Bruxelles, c'est l'occasion pour la société civile de faire ses preuves dans la mesure où parmi les 150 personnes que compte le Comité, 50 représentants de la société civile siègent aux côtés des 50 membres choisis par le régime d'Al Assad, et des 50 autres choisis par les factions de l'opposition. Le but que se fixent les membres de la Coalition de la société civile syrienne c'est, comme le rapporte

71. Extrait de l'entretien avec Fatine (responsable de projet dans une ONG locale), Op.cit.

72. Extrait de l'entretien avec Mansour (membre d'une ONG internationale), réalisé à Gaziantep, le 25 septembre 2019.

73. Article de Marc Daou, « Syrie : création d'un Comité constitutionnel après d'interminables négociations », de France 24, publié le 24 septembre 2019.

Alaadine : « de travailler à protéger ces 50 au centre de l'échiquier [50 membres de la société civile], qui risquent d'être influencés par les politisations »<sup>74</sup>. En conséquence, plusieurs rencontres ont eu lieu (notamment à Erbil, en Irak, à Beyrouth, au Liban, à Istanbul, en Turquie, et dans plusieurs villes en Syrie).

Certes, tous les efforts sont mobilisés aujourd'hui pour l'atteinte de l'objectif « de l'organisation de nouvelles élections inclusives et qui intègrent les millions de réfugiés »<sup>75</sup>. Cependant, le risque que représente Bachar Al-Assad de s'opposer à toute révision constitutionnelle et de faire obstruction à ce processus reste grand. Cependant, l'idée défendue par les membres de la société civile est que malgré tous les blocages, l'enjeu est de continuer d'influer « par le bas » en présentant des « choix alternatifs »<sup>76</sup>. Nous avons tenté, dans cet article, de recenser certaines de ces initiatives et d'en apprécier les défis et les perspectives.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Un effort non négligeable est déployé par la société civile en exil dans le sens de la « réingénierie » et la reconstruction sociale, ce que Putnam nomme de capital « humain et social »<sup>77</sup>, et ce sous plusieurs angles et touchant à plusieurs sphères. En analysant ces efforts, ce Papier se proposait de démontrer que les programmes de la consolidation de la paix doivent adopter une approche participative pour permettre aux « voix d'en bas » d'être entendues et d'être prises en compte pour parvenir à une paix durable. L'article a exploré l'action locale entreprise par la société civile syrienne en exil, en analysant et en illustrant l'approche d'en bas grâce aux pratiques actuelles. Pour ce faire, il a été fait état des initiatives de documentation allant dans le sens de la préservation de la mémoire et de la justice transitionnelle, ainsi que celles faisant la promotion du dialogue et de la réconciliation sociale.

Enfin, nous proposons quelques enseignements retenus de notre enquête de terrain. L'accent sera mis sur les plus pertinents d'entre eux :

1. Les recherches théoriques sur la gestion des conflits par le bas sont faiblement développées. Il existe très peu d'études fondées sur des discussions théoriques détaillées et sur des travaux empiriques. Les travaux de Fisher et Ury (1981), de Zartman (1985), de Bercovitch et Houston (1996), ainsi que le projet d'Everyday peace de Roger Mac Ginty et Richmond (2013) font exception. Il est, donc, nécessaire d'encourager la recherche autour des pratiques d'« en bas » dans la consolidation de la paix dans les contextes conflictuels afin d'examiner les hypothèses tacites et d'évaluer les opportunités, les risques et les défis de ces approches ;
2. Nous n'avons pas, à ce jour, des critères reconnus par lesquels mesurer le succès des activités ou des programmes d'intervention locaux. Différentes mesures du succès doivent être appliquées en fonction des projets, des objectifs et du contexte. Le succès est un phénomène à multiples facettes, particulièrement dans la gestion des conflits ;
3. Certaines structures et organisations internationales se montrent très réservées à propos des formes et des méthodes d'« en bas ». Cela explique, en partie, leur prudence vis-à-vis des acteurs

74. Extrait de l'entretien avec Alaadine Zayat (directeur de la Coalition de la société civile), réalisé à Istanbul, le 11 septembre 2019.

75. Marc Daou, Op.cit (2019).

76. Expression tirée de l'entretien avec Nasser Rabbie (directeur du Centre de recherche syrien SCPR), réalisé à Beyrouth, le 7 août 2019.

77. Cité dans l'article de Tony Addison et S. Mansoob Murshed, « Debt Relief and Civil War », Journal of Peace Research 40, 2003, p.159.

locaux, soi-disant « non-professionnels ». Les projets de la société civile sont appelés à être diffusés et discutés afin d'ouvrir le débat sur de nouvelles pratiques et de créer un réseau de relations entre les membres locaux et des ONG et agences internationales ;

4. L'objectif de certains projets de la société civile, comme celui du dialogue entre les parties dans le contexte de conflits prolongés, ne peuvent être atteints que dans le cadre d'un processus de travail et d'apprentissage à long terme. Ce défi est décuplé quand l'objectif devient de traduire les projets (exploratoires) en mesures de mise en œuvre pratiques. Compte tenu de tout ceci, les donateurs devraient appuyer davantage les efforts d'en bas grâce à des fonds continus ;
5. Le travail des acteurs opérant directement dans les zones en conflit implique des défis complexes. Cette question a été étudiée par Pascal Dauvin, pour qui les procédés de mise en œuvre des activités locales, telle que l'aide humanitaire sur le terrain, ne sont point « extérieurs aux logiques managériales »<sup>78</sup>. Le sociologue français entend par là que les spécificités des contextes et des terrains dans lesquels les ONG interviennent tendent à influencer sur les comportements et les logiques des pratiques des « professionnels » qui se trouvent, de ce fait, conditionnés par le cadre et l'environnement qui leur est imposé. Dans le cas de la Syrie, le contexte contraignant du travail à l'intérieur fait que l'efficacité à laquelle l'on aspire se trouve, le plus souvent, bloquée par les « effets de réalité » qui forcent les acteurs à un « jeu avec les contraintes »<sup>79</sup>. Les initiatives se voient, par conséquent, limitées dans leur champ d'action, comme toutes les organisations opérant dans des contextes conflictuels. D'où le besoin de combiner les approches « top-down » à celles du « bottom-up ».

La question qui se pose désormais est de savoir, comme le suggère Filip Ejdus, si l'approche par le bas n'est « qu'un chant du cygne de l'ordre libéral en déclin ou ses leçons retiennent-elles encore la promesse d'émancipation ? »<sup>80</sup>. L'idée, ici, est de questionner si le « tournant local » peut offrir une voie progressive pour l'avenir de la consolidation de la paix ? Si, en vue des nouvelles guerres inscrites dans le nouvel ordre global multipolaire (qui connaît une montée des pouvoirs régionaux et autoritaires), le virage local peut se présenter comme une « cure » à ces guerres nouvelles et hybrides ? Dans quelle mesure peut-il alors s'imposer comme une alternative reconnue et légitime pour répondre aux mécanismes de prévention et de résolution des conflits ?

---

78. Pascal Dauvin, « Être un professionnel de l'humanitaire ou comment composer avec le cadre imposé », *Revue Tiers Monde*, 2004/4 (n°180), pp.825-840

79. *Idem*

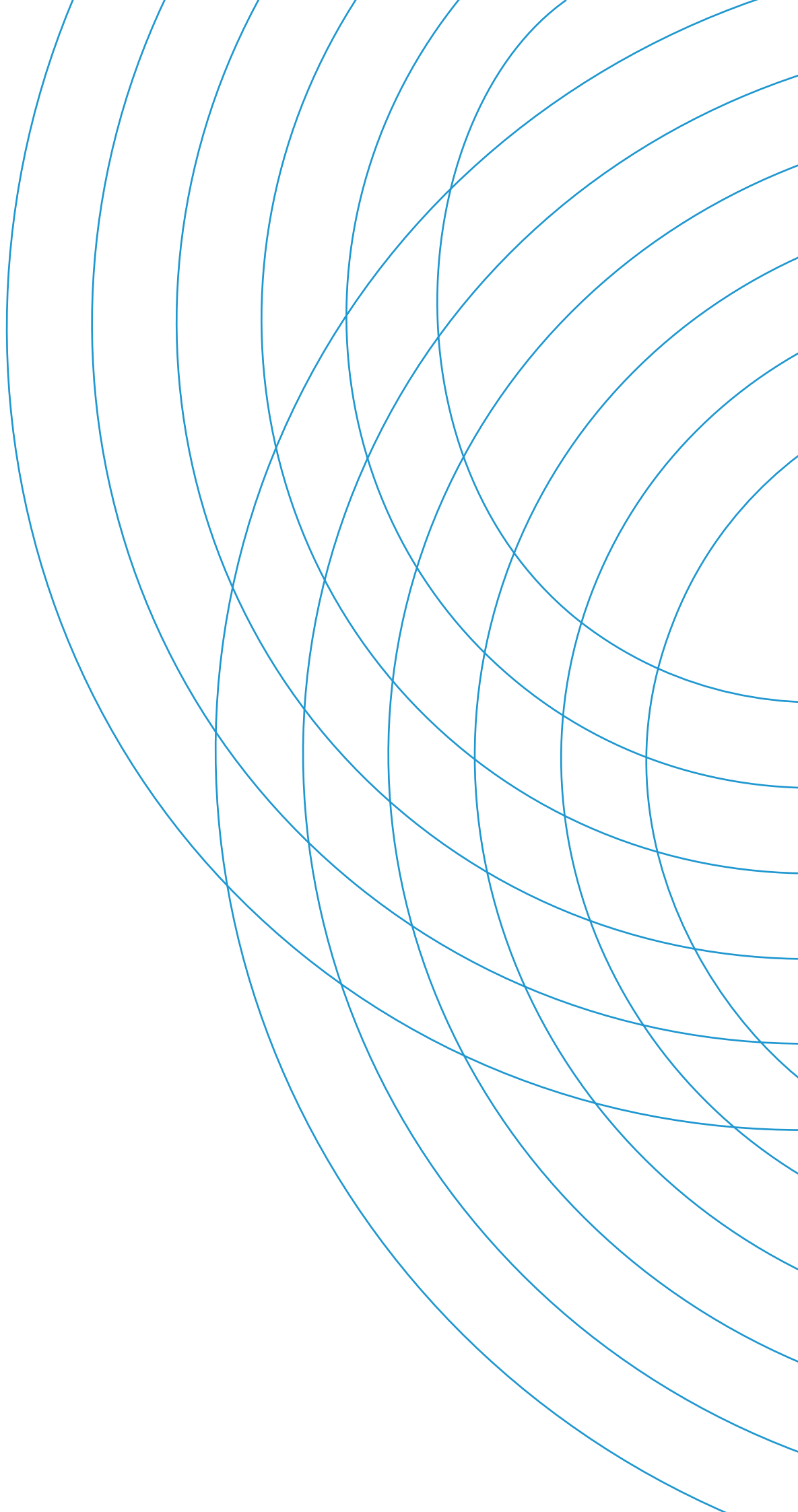
80. Filip Ejdus, "Revisiting the Local Turn in Peacebuilding", dans *A Requiem for Peacebuilding?* Palgrave Macmillan, Londres, 2020, p.54



## RÉFÉRENCES

- Abikök, Riak. “The Local Capacities for Peace Project: The Sudan Experience”, *Development in Practice*, Vol. 10, No. 3/4, 2000.
- Berdal, Mats. *Building peace after war*, Routledge, New York, 2009.
- Daher, Joseph. « The Paradox of Syria’s Reconstruction », *Carnegie Middle East Center*, September 2019.
- Dauvin, Pascal. « Être un professionnel de l’humanitaire ou comment composer avec le cadre imposé », *Revue Tiers Monde*, 2004/4 (n°180).
- Donais, Timothy, *Peacebuilding and local ownership: Post-conflict consensus-building*. Routledge, Londres, 2012.
- Ejodus, Filip. “Revisiting the Local Turn in Peacebuilding”, dans *A Requiem for Peacebuilding?* Palgrave Macmillan, Londres, 2020.
- *Fractured stability War Economies and Reconstruction in the MENA*, European University Institute, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, Badia Fiesolana, 2019
- Hinnebusch, Raymond A. « State and Civil Society in Syria », *Middle East Journal*, Vol. 47, No. 2, 1993.
- Issifu, Abdul Karim. « Exploring Indigenous Approaches to Peacebuilding : The Case of Ubuntu in South Africa », *Peace studies Journal*, Institute for Development Studies University of Cape Coast-Ghana, Volume 8, Issue 2, Décembre 2015.
- Khalaf, Rana. « Governance without Government in Syria: Civil Society and State Building during Conflict », dans *Semblance of Order: Institutional Layers of the Syrian Uprising*, *Syria Studies*, Vol 7 No 3, 2015.
- Mac Ginty, Roger. *International Peacebuilding and Local Resistance. Hybrid Forms of Peace*, *Rethinking peace and conflict studies*, Palgrave Macmillan UK, 2011.
- Mac Ginty, Roger et Firchow, Pamina. “Top-down and bottom-up narratives of peace and conflict”, *Political studies association*, 2016.
- Mac Ginty, Roger. « Indigenous Peacebuilding », dans *International Peacebuilding and Local Resistance. Rethinking Peace and Conflict Studies*, Palgrave Macmillan, London, 2011.
- Makarem, Hadi. « Unjust Reconstruction in Postwar Lebanon: Why Solidere’s Reconstruction of Downtown Beirut is Synonymous to ‘Victor’s Reconstruction’ », *ISA-LSE*, Avril 2012.
- *Mémoire créative de la révolution syrienne. Chroniques des révoltes syriennes. Des lieux et des hommes*. Traduction de BONTEMPS Nathalie, Presses de l’IFPO, 2018.
- Miall, Hugh. *Emergent conflict and peaceful change*, Canterbury, 2006.
- Nora, Pierre. « Les lieux de mémoire. La problématique des lieux », Gallimard, Paris, 1984..
- Nordstrom, Carolyn. *A Different Kind of War Story*. Philadelphia, PA: University of Pennsylvania Press, 1997.
- Orjuela, Camilla. ‘Building Peace In Sri Lanka: A Role For Civil Society?’, *Journal of Peace Research*, Vol. 40, Nr. 2, 2003.
- Orjuela, Camilla. ‘Dilemmas of Civil Society Aid: Donors, NGOs and the Quest for Peace in Sri Lanka’, *Peace and Democracy in South Asia*, Vol. 1, Nr. 1, 2005.
- Pouligny, Beatrice. « Les stratégies des acteurs locaux », dans *Ils nous avaient promis la paix. Opérations de l’ONU et populations locales*, Presses de Sciences Po, 2004.
- Ramsbotham, Oliver et Woodhouse, Tom. *MIALL, Hugh. Contemporary Conflict Resolution: The Prevention, Management and Transformation of Deadly Conflicts*, Polity Press, Cambridge, 2005.

- Rapport de l'OCDE, Development partnerships in the new global context. Paris, 1995.
- Rapport de Brahimi au Conseil de sécurité des Nations Unies, New York, 2000.
- Richmond, Oliver, "A post-liberal peace: Eirenism and the everyday" dans Review of International Studies, 35(3), 2009.
- Rotberg, Robert. Failed States, Collapsed States, Weak States : Causes and Indicators, Brookings Institution Press, 2003
- Rothman, Jay. « Reflexive dialogue as transformation », Mediation quarterly, vol 13, n.4, 1996.
- Siby, Joseph. 'The Emerging Role of NGOs in Conflict Resolution', Maharastra: The Institute of Gandhian Studies, 2013.
- Traverso, Enzo. « L'histoire comme champ de bataille », la Découverte, Paris, 2011.
- Welander, Marta. Civil society in exile, reconcilitaion and the futur of Syria : The role of the emerging syrian civil society, Global Campus Arab World, Université St. Joseph, Beirut, 2014/2015.





**Policy Center for the New South**

Complexe Suncity, Immeuble C,  
Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal,  
Hay Riad, Rabat - Maroc.

Email : [contact@ocppc.ma](mailto:contact@ocppc.ma)

Phone : +212 5 37 27 08 08

Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)